

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ambassadeur-du-Canada-en-Equateur-Christian-Lapoint-mis-en-cause-pour-s-a-participation-au-coup-Etat-et-a-l-occupation-militaire-de-Haiti>

# **L'ambassadeur du Canada en Équateur, Christian Lapoint, mis en cause pour sa participation au coup État et à l'occupation militaire de Haïti.**

Date de mise en ligne : jeudi 15 décembre 2005

- Empire et Résistance - Canada -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par [Adital](#).

Brésil, jeudi 15 décembre 2005.

[Leer en español](#)

L'Assemblée Permanente de Droits Humains dénonce que l'ambassadeur canadien nommé en Équateur a pris part au coup d'État et à l'occupation militaire internationale d'Haïti. L'APDH a reçu l'information et les révélations des journalistes canadiens de son réseau d'information, sur le profil du nouvel ambassadeur du Canada en Équateur, Christian Lapoint.

APDH a envoyé l'information au Chancelier de la République et aux médias en expliquant qu'indépendamment des États-Unis, deux pays sont largement reconnus pour avoir eu un important rôle dans l'ingérence et l'occupation de Haïti l'année passée. Un est la France, son antagoniste colonial depuis des siècles. L'autre est le Canada.

"Notre coéditeur, le journaliste Anthony Fenton, nous informe depuis le Canada à propos du diplomate Christian Lapoint, qui après avoir aidé à projeter le coup d'état contre le gouvernement démocratiquement élu d'Haïti (qui a eu comme conséquence une des pires situations de Droits de l'Homme dans l'hémisphère) est envoyé à Quito comme le nouvel ambassadeur du Canada en Équateur", affirme l'organisme.

Cette nomination pourrait signifier un problème pour l'Équateur dans la mesure où le Canada est au milieu d'un changement profond dans sa politique extérieure qui cherche soutenir la déstabilisation en Amérique latine sous la couverture d'un appui à la promotion de la démocratie. (Voir : [Le Canada veut être universel : "Fierté et influence, notre rôle dans le monde"](#)). En mars 2003, le journaliste Michel Vastel a laissé filtrer des détails d'une réunion secrète à Haïti organisée par le gouvernement canadien entre le 31 janvier et le 1er février 2003. Cette table ronde de haut niveau, intitulée "l'Initiative d'Ottawa sur Haïti", a été facilité par le Secrétaire l'État et le Ministre pour la Francophonie, Denis Paradis.

Aucun haïtien n'a été invité, mais y a assisté le directeur du Bureau d'Affaires des Caraïbes du Département d'État des États-Unis, Mary Ellen Gilroy (qui aussi a assisté à un événement du groupe ultraconservateur « Haïti Democracy Project »), un fonctionnaire non identifié de la Commission Européenne, trois hauts fonctionnaires de l'OEA (Organisation d'États Américains), y compris le collaborateur du secrétaire général Luigi Einaudi, et le directeur général de la Francophonie Roger Dehaybe.

**Traduction de l'espagnol pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi